

PRÉFET DU CALVADOS

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL)
DE BASSE-NORMANDIE**

Unité Territoriale du Calvados

HS/LB – 2013 – A 833

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ Guy Dauphin Environnement

COMMUNE de ROCQUANCOURT

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BASSE NORMANDIE,
PRÉFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société Guy Dauphin Environnement le 8 juillet 2010 ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 février 2011, du 15 mars 2011 et du 2 mai 2013 ;

VU le rapport et les propositions des inspecteurs de l'environnement du 19 décembre 2013 établis suite à la visite d'inspection du 3 décembre 2013 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 3 décembre 2013, les inspecteurs de l'environnement ont constaté le non respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2013 aussi bien en terme de quantité maximale de RBA entreposés, qu'en terme de respect des conditions d'entreposage prescrites ;

CONSIDÉRANT que cette situation génère un risque accru en cas d'incendie,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Guy Dauphin Environnement de respecter les dispositions de l'arrêté du 2 mai 2013 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Calvados.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société Guy Dauphin Environnement, exploitant l'établissement de tri, transit et traitement de déchets de Rocquancourt est mise en demeure de :

- **Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes de l'article 2.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2013 :**

« Ces entreposages sont réalisés sur une plate-forme étanche, sous la forme de 6 îlots, conformément à l'implantation indiquée sur le plan en annexe n°1 du présent arrêté. Ces îlots sont réalisés en champ libre (pas de mur ou de support périphérique), ils sont à base carrée de 35 m maximum de coté, d'une hauteur maximale de 6 m et représentent chacun un tonnage maximal de 2166 tonnes.

L'emplacement des îlots est repéré au sol pour garantir d'une part, la distance minimale de 35 m avec le bâtiment de tri et d'autre part, la distance minimale de 15m entre chaque îlot, Cet espace minimal de 15 m est laissé libre en permanence afin de permettre l'accès aux services de secours. Les îlots sont de plus implantés à plus de 40 m des limites de propriété.

Un nettoyage régulier de la plate-forme est réalisé par l'exploitant.

En dehors de périodes d'entreposages ou d'évacuation, les îlots de RBA sont systématiquement bâchés afin de prévenir les envols de poussières. Lors des périodes d'évacuation des RBA entreposés, l'exploitant met en œuvre si nécessaire un dispositif de brumisation afin de prévenir les envols de poussières.»

- **Sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2013 :**

« Le tonnage maximum de résidus de broyage entreposé sur le site de l'établissement GDE de Rocquancourt est augmenté de 12 000 à 25 000 tonnes pour une durée maximale de 6 mois, non renouvelable, à compter de la notification du présent arrêté.

A l'issue de cette période de 6 mois, la plate-forme est entièrement vide et nettoyée. Ainsi, l'exploitant prend au préalable les mesures pour avoir évacué l'ensemble des RBA qui ont été entreposés sur cette plate-forme dans une filière dûment autorisée à les recevoir. »

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Caen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la Société Guy Dauphin Environnement – route de Lorguichon – 14540 ROCQUANCOURT et publié aux recueils des actes administratifs du Calvados.

Il sera affiché en mairie par les soins du Maire de Rocquancourt pendant un mois au minimum et par l'exploitant dans son installation de façon permanente.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Monsieur le Préfet du Calvados ;
- Madame le Maire de la commune de Rocquancourt ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse Normandie ;
- Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale du Calvados.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Caen, le **0 8 JAN. 2014**

**Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général**



Jean-Bernard BOBIN